



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 25 SEPTEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des
Services

L'an deux mille quatorze le vingt cinq septembre à dix huit heures trente, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
Projet d'agglomération 2014/2020 - Lancement de la démarche

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Céline MAUBERT, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Alain PARLANTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Nathalie GONZALES pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Malika GUELLATI pouvoir à Claude PIANETTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY

ABSENT :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 3.10.2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 3.10.2014

En application de la loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (dite loi Voynet) et de son décret d'application n°2000-1248 du 21 décembre 2000, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a adopté le 16 décembre 2007 le projet d'agglomération pour la période 2008/2013 sous la thématique « Essor et Art de Vivre ».

Ce document formalisait les grands objectifs de développement de l'agglomération avec des actions de proximité, des équipements structurants, le déploiement des compétences communautaires, assorties d'un Plan Pluriannuel d'Investissement de 76 millions d'euros.

Un bilan a été présenté aux élus lors du séminaire de septembre 2013 et a mis en évidence un taux de réalisation de plus de 90 %. Cette rencontre a également permis aux élus de réfléchir à de grands axes autour desquels pourrait s'articuler le projet d'agglomération 2014/2020 dans le prolongement de la mandature précédente :

- l'ingénierie publique et la mutualisation, la recherche d'excellence des relations CAD / communes,
- l'attractivité, la ruralité, le développement économique,
- le poids du logement (PLH - incidences de la loi ALUR),
- l'animation du territoire.

L'élaboration de ce nouveau projet d'agglomération intervient dans un contexte de contraintes financières et de réforme territoriale. Il devra nécessairement s'inscrire dans :

- un principe de soutenabilité du Plan Pluriannuel d'Investissement,
- une maîtrise de la masse salariale et du fonctionnement,
- une mise en place d'un schéma de mutualisation,
- une recherche d'économie d'échelle, de redéploiement ,
- un recentrage sur les compétences de la Communauté d'Agglomération,
- une articulation en Politique / Mission / Action.

La démarche a été initiée dès le milieu de l'année 2013 et s'articule en 4 phases, certaines constituant un préalable au lancement du projet d'agglomération à venir :

- Phase 1 (de juin à novembre 2013), préparatoire au projet : Bilan du projet d'agglomération 2008/2013 et séminaire des élus ; identification des enjeux et grands axes de travail dans lesquels pourrait s'inscrire le mandat suivant.
- Phase 2 (de janvier à juin 2014), préalable au lancement du projet : Travaux techniques préparatoires sous la forme de groupes de travail transversaux « prospective financière, mutualisation, gouvernance et procédures », avec un recensement des projets et présentation des travaux aux différents bureaux thématiques).
- Phase 3 (de juillet à fin octobre 2014) : Mobilisation des Directions pour actualiser les enjeux, affiner les projets et préciser les éléments constitutifs potentiels du nouveau projet d'agglomération. Ces éléments serviront de support pour préparer les réunions et échanges avec le Président, les Vice-Présidents et les Conseillers délégués, ainsi que le séminaire de rentrée des élus dans une démarche participative.
- Phase 4 (novembre/décembre 2014 et 1er trimestre 2015) : Rédaction du nouveau projet d'agglomération ; chiffrage du Plan Pluriannuel d'Investissement étalé sur la mandature, préparation du Budget Primitif 2015, corrélation avec le projet de schéma de mutualisation, mise en œuvre de la phase de concertation auprès du Conseil de Développement de la Dracénie et des partenaires extérieurs.

Une information a eu lieu en Bureau communautaire du 21 juillet 2014. Le document de présentation sur «la démarche du projet d'agglomération 2014/2020 et du Plan Pluriannuel d'Investissement» a été transmis à l'ensemble des Maires ainsi qu'à leurs Directeurs Généraux des Services.

La Direction Générale et toutes les directions de la Communauté d'Agglomération Dracénoise sont mobilisées pour apporter une aide à la décision des élus. Dans ce cadre, il s'agit effectivement pour l'Administration de préparer l'ensemble des éléments d'examen et de discussion, d'animer des ateliers et d'organiser toutes les instances de concertation avec les élus et les partenaires extérieurs locaux.

Cette démarche permettra de définir les orientations, les missions et les projets de la nouvelle mandature.

Un calendrier prévisionnel d'élaboration, de concertation et de gouvernance (ci-annexé) a été élaboré. Les propositions formalisées de la nouvelle mandature seront débattues et examinées en Bureau et présentées lors du séminaire des élus qui se déroulera en deux séquences : l'une dans le périmètre du Bureau et des directeurs, l'autre étant élargie à l'ensemble des Conseillers communautaires.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission «administration générale et communication» et de la commission «modernisation de l'action publique», réunies conjointement en séance du 10 septembre 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir:

- Approuver la démarche d'élaboration du projet d'agglomération 2014/2020, telle que présentée et conformément au calendrier prévisionnel d'élaboration ci-annexé.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 43 voix pour et 19 abstentions : (AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 septembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valent rejet.